



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1653>

# Le syndicalisme de la Fonction Publique a-t-il un avenir ?

- Syndicalisme -



## Description :

Des dizaines de milliers de postes disparus, une MAP-RGPP qui déstructure, un gel du point d'indice qui perdure...

La situation des Services Publics et de ceux qui les font fonctionner n'a cessé de s'aggraver sans générer pour autant de puissantes mobilisations spécifiques.

---

L'École Émancipée

---

**Des dizaines de milliers de postes disparus, une MAP-RGPP qui déstructure, un gel du point d'indice qui perdure...  
La situation des Services Publics et de ceux qui les font fonctionner n'a cessé de s'aggraver sans générer pour autant de puissantes mobilisations spécifiques. Et le poids des fonctionnaires dans les mobilisations plus globales (retraites, pouvoir d'achat) ne paraît plus aussi déterminant en ces temps de divisions exacerbées des grandes centrales syndicales.  
Dur, dur pour la FSU qui s'était construite sur une « autonomie unifiante » d'un syndicalisme spécifique à la Fonction publique.**

De pétitions en semaines d'action diluées, il ne reste pas grand-chose de la force de frappe historique de la Fonction publique face à des gouvernements qui ont su tous jouer des divisions entre corporatismes et d'un isolement grandissant des fonctionnaires dans un monde du travail précarisé.

Même la Fonction publique d'État a perdu de sa superbe (et de ses capacités de grèves majoritaires), étirée entre les intérêts divergents de l'encadrement et ceux de personnels pressurés. Le rapport de l'INSEE de juillet 2013 a mis en évidence une dépréciation des carrières et un tassement des grilles qui ont atteint des niveaux insupportables...

## Trois versants non réellement unifiés

Les fonctionnaires d'État, des hôpitaux et des collectivités territoriales le savent bien : au-delà de l'image d'un statut unifié, les conditions de carrière, de rémunération ou de recrutement n'ont jamais été réellement unifiées.

L'éclatement des conditions d'exercice des métiers de la Fonction Publique complique les possibilités de réelles mobilisations transversales. On l'avait vu avec les infirmières, c'est encore visible avec les personnels sociaux ou les personnels impactés par la question des rythmes scolaires.

Dans certains secteurs professionnels, la précarité et les temps partiels s'avèrent chaque année plus pénalisants : les bas salaires se multiplient et les déroulements de carrière sont souvent inexistantes. La CDIisation de contractuels, si elle peut les rassurer provisoirement, participe de cet éclatement.

## Moins d'État, moins de Fonction publique

Cela a été et reste le leitmotiv des gouvernements néolibéraux, qui se succèdent, indépendamment et sous couvert des alternances politiques.

Ce qui avait fait la force du syndicalisme dans la Fonction publique, notamment d'État, c'était d'abord la force de la Fonction publique elle-même : une structuration « jacobine » appuyée sur des ministères pyramidaux, des statuts forts, des personnels en augmentation régulière pour faire face aux missions qui s'élargissaient.

Face à cet appareil d'État, un syndicalisme puissant s'était développé, ancré sur le paritarisme, le contrôle de la gestion des personnels.

Or, les politiques publiques se sont affaiblies, l'État déléguant volontairement une partie de ses missions aux collectivités territoriales, au monde associatif, voire au secteur privé. Le recours de plus en plus important à des contractuels ou des emplois aidés brouille les revendications et les batailles pour les droits de tous.

Dans l'Éducation, le privé confessionnel s'est vu ainsi investi, sans grande contestation, de missions de service public. Les personnels de Jeunesse et Sports, ceux de la Culture sont confrontés aux réductions de postes et de crédits d'État et se retrouvent en difficulté pour peser suffisamment sur les mobilisations de secteurs fortement précarisés (voir ces dernières années celles des intermittents du spectacle, de l'archéologie préventive...).

Dans l'environnement, les personnels de la Fonction publique pèsent bien peu face aux problématiques globales et aux batailles du marché de l'énergie ou de l'eau.

Les fonctionnaires pourraient (devraient) être la force motrice, la colonne vertébrale des luttes pour défendre leur secteur professionnel. Ils sont de plus en plus à la peine pour le faire. C'est une des difficultés récurrentes pour impulser des mobilisations conséquentes pour la défense et le développement des services publics en général, malgré des initiatives importantes ces dernières années, comme la coordination Eau, la coordination santé, les EGSP (états généraux du service public) ou la Convergence des Services publics.

## Un syndicalisme spécifique malmené

La Réorganisation territoriale de l'État (RÉATE) a déjà modifié en profondeur les structures de l'État, opérant un rapprochement contre-nature avec les modes de gestion et de management de l'entreprise.

On a pu le voir à travers les mises en place des nouvelles structures interministérielles, le renforcement de nouveaux échelons de pilotage (DDI, directions régionales...).

Les changements d'interlocuteurs, de niveaux d'interventions, ont déstabilisé des organisations syndicales qui ne s'y étaient pas préparées. Leurs échelons territoriaux, leurs contours même, sont de moins en moins en phase avec la réalité.

Sans compter l'irruption d'une précarité de masse, la difficulté à réagir à la hauteur des injonctions managériales et une politique gouvernementale de communication systématisée pour court-circuiter les délégués du personnel.

Les évolutions rapides et brutales des structures (télécoms, Pôle emploi...), les privatisations ou l'ouverture à la concurrence, ont profondément affecté le secteur public ces dernières années... sans que les principales organisations, et notamment la FSU, n'en aient tiré de conséquences concrètes sur les mutations internes à accomplir.

Ainsi, l'irruption de la nécessaire défense de personnels relevant du droit privé, les mutations de statut de personnels ont profondément bouleversé les acquis historiques d'une Fonction publique de carrière.

## Problématiques public/privé de plus en plus imbriquées

On l'avait vécu dès 1995 sur les retraites, les mouvements suivants n'ont fait que le confirmer. Les grands dossiers sociaux percutent tous de plein fouet la Fonction publique, ses revendications spécifiques.

## Le syndicalisme de la Fonction Publique a-t-il un avenir ?

---

Les évolutions du salariat, dans une économie mondialisée, pèsent de plus en plus fort sur l'ensemble des salariés « d'exécution », tendant à gommer leurs spécificités.

C'est vrai dans le cas du syndicalisme dans les grandes entreprises confrontées aux sous-traitants (comme à Total, Turboméca...), c'est vrai aussi entre secteur privé et secteur public.

Les campagnes gouvernementales de désinformation, le poids des représentants du patronat ne sont pas suffisamment contrebalancés dans l'opinion publique par les analyses des "économistes atterrés" ou du mouvement altermondialiste.

La subordination du fonctionnement et des règles de la Fonction publique aux grands dossiers sociaux est devenue la règle. On a pu encore le constater au cours des dernières « conférences sociales » du gouvernement Hollande avec une priorité assumée aux partenaires sociaux institutionnels (MEDEF et confédérations).

Dans ce contexte difficile (où la crise financière sert encore de prétexte à des reculs généralisés des droits des salariés), l'isolement du syndicalisme Fonction publique pèse de plus en plus lourd.

Pourtant, tous les grands dossiers sont concernés, limitant de fait la capacité de la seule Fonction publique à intervenir sur son devenir : décote et âge de départ en retraite, augmentation de la TVA, journée de carence, financement de l'apprentissage ou encore dernièrement accord national interprofessionnel sur la formation professionnelle.

## Et maintenant

Il y a tout juste un an, le congrès de Poitiers de la FSU affirmait la nécessité de construire un nouvel outil syndical de transformation sociale pour essayer de surmonter la crise et la division du syndicalisme français.

CGT et Solidaires sont bien sûr les principaux concernés compte tenu des orientations assumées d'accompagnement des politiques néolibérales par la CFDT et son allié UNSA.

Les prochaines élections professionnelles de 2014 vont être un enjeu très important pour la FSU dans la Fonction publique : il s'agit de re-conforter sa place dans la FPE, de la développer et la concrétiser dans la FPT, mais pour en faire quoi ?

Sa force d'organisation au sein de la fonction publique est aussi aujourd'hui sa faiblesse, faiblesse à anticiper les évolutions du monde salarial dans sa globalité, faiblesse dans ses capacités d'intervention.

Faute de liens étroits d'élaboration des orientations et de construction de mobilisations avec les salariés du privé, le risque est grand d'une simple satellisation autour d'une CGT, elle-même en difficulté.

Certes, ni Solidaires, ni la CGT n'offrent chacun aujourd'hui des perspectives évidentes mais l'autonomie structurelle n'est plus, elle non plus, un gage d'efficacité syndicale.

Tourner la FSU vers des logiques et un avenir interpro semble pourtant incontournable pour les prochaines années. ĩ

**Isabelle Sargeni-Chetaud**